

Avenant n°1 au Règlement Intérieur du Fonds d'Action Sociale du contrat de prévoyance AXA n°703.264 « décès / invalidité absolue et définitive / incapacité de travail / invalidité permanente » pour l'ensemble du personnel d'Air France

#### Préambule:

Dans le cadre de l'avenant n°17 au protocole d'accord de prévoyance du 30 avril 1997 signé avec les organisations syndicales le 16 juin 2020, un fonds d'action sociale a été constitué, en lien avec la garantie décès du contrat de prévoyance AXA n°703.264.

Dans ce cadre un règlement intérieur a été signé le 11 avril 2021. Il a notamment pour objet de définir les conditions dans lesquelles les assurés peuvent bénéficier des actions de secours du fonds d'action sociale ainsi que les modalités de décision de financement d'action de prévention du risque décès.

### Article 1. Objet de l'avenant

Dans sa version signée le 11 avril 2021, le règlement intérieur du fonds d'action sociale prévoit qu'une « allocation obsèques complémentaire en cas de prédécès du conjoint » peut être attribuée. Ainsi, en cas de prédécès d'un concubin ou d'un partenaire de Pacte Civil de Solidarité (PACS) d'un salarié, le secours exceptionnel ne peut pas être versé.

Afin de ne pas exclure les concubins et les partenaires de PACS des salariés du bénéfice de cette allocation éventuellement attribuée par le fonds d'action sociale, il a été proposé, à l'ensemble des membres du Comité Paritaire du fonds, une évolution du règlement intérieur.

Ainsi, le présent avenant au règlement intérieur a pour objet d'étendre le champ des bénéficiaires de l'allocation obsèques complémentaire au concubin et au cosignataire de PACS.

En outre, s'agissant de l'action de secours « aide financière à destination des enfants du salarié décédé », le présent avenant prévoit l'extension du bénéfice de l'aide financière aux enfants du salarié décédé effectuant des études supérieures jusqu'à 26 ans inclus.

Par ailleurs, le présent avenant prévoit de revaloriser le montant du secours exceptionnel à destination des enfants du salarié décédé.

En conséquence, l'« Article 7.2. Les actions de secours exceptionnels » du règlement intérieur du fonds d'action sociale est modifié comme suit :

Les secours exceptionnels qui peuvent être accordés par le Comité Paritaire du fonds d'action sociale sont les suivants :

Nature des secours	Montant du secours (1)	
Allocation obsèques complémentaire en cas de décès du salarié ou en cas de prédécès du conjoint, du concubin, du cosignataire de PACS, d'un enfant à charge	Dans la limite de 2 000 €	
Aide financière à destination des enfants du salarié décédé	<ul> <li>Enfants en bas âge non scolarisés : 600 € par enfant</li> <li>Maternelles, primaires et collégiens : 800 € par enfant</li> <li>Lycéens : 1 400 € par enfant</li> <li>Etudiants jusqu'à 26 ans inclus : 1 600 € par enfant</li> <li>Aide supplémentaire si enfant en situation de handicap : 1 800 € par enfant</li> </ul>	

rg sc 1L 1A EV

W LD Q

MC PT



Aménagement du domicile en cas de perte totale et | Dans la limite de 2 000 € irréversible d'autonomie du salarié

(1) A titre dérogatoire, en fonction de la situation individuelle, le Comité Paritaire pourra décider d'une prise en charge dépassant ces plafonds, En tout état de cause, le montant des aides ne peut excéder le montant réel de la dépense engagée par l'assuré ou ses ayants droit, déduction faite des sommes octroyées ayant le même objet.

Les dispositions du règlement intérieur du Fonds d'Action Sociale ne sont pas autrement modifiées.

### Article 2. Date d'effet de l'avenant - Formalités de dépôt et de publicité

Le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2022.

Le présent règlement intérieur fera l'objet d'une communication auprès des organisations syndicales représentatives au niveau de l'entreprise.

A Roissy le 06/03/2022

DGA Ressources Humaines Patrice Tizon
Patricie Tizon Patricio Tizon (2023) 12 GMT-21
Pour la Direction de la société Air France :

Elise Vantroyen - Responsable service protection sociale Elise Vantrouen Inès Adjal - Juriste protection sociale INES ADJAL NSS ADJAL (23 mai 7027, 18:73 CMT+7) Isabelle Larrat - Responsable prévoyance <u>Isabelle Larrat</u> laabelle Larrat (2 juin 2022 15:15 GMT+2) Pierre Causse - Directeur santé, sécurité et qualité de vie au travail Pierre Causse Michel Grattieri - Responsable prévention Santé, Sécurité au travail 7 Grattieri Marie-Pierre Larroutis - Responsable action sociale Marie-Pierre Larroutis Marie-Pierre Listrointis (24 mai 2022 § 7:02 GMT +2)



# Pour les organisations syndicales représentatives au niveau de l'entreprise :

ALTER		
CFDT		
Chistophe Dewatine	Chistophe Dowatine Chistophe Hewatine (3) char 2012 16:33 EMT-2)	emec.
	Chistopae (sewasine (3) chai 2022 (6:23 CMT+2)	
CFE CGC		
Laurence DEMIGNE	Laurence DEMIGNE	N.=00
	Caureure DEMIGNE (2 junt 2022 \$5:43 GMT+2)	
FO		
Christophe Malloggi		
	• •	
SNPL France ALPA		
SPAF		******
UNSA Aérien		
Yves Joulin	Goes Joulin	180004
Trock Collins	Jes Souišn (3 gillip <b>)</b> 022 14:10 CMT+21	
Landania de la compania del la compania de la compania del la compania de la compania del la compania de la com	3500	



Avenant n°1 au Règlement Intérieur du Fonds d'Action Sociale du contrat de prévoyance AXA n°703.264 « décès / invalidité absolue et définitive / incapacité de travail / invalidité permanente » pour l'ensemble du personnel d'Air France

#### Préambule:

Dans le cadre de l'avenant n°17 au protocole d'accord de prévoyance du 30 avril 1997 signé avec les organisations syndicales le 16 juin 2020, un fonds d'action sociale a été constitué, en lien avec la garantie décès du contrat de prévoyance AXA n°703.264.

Dans ce cadre un règlement intérieur a été signé le 11 avril 2021. Il a notamment pour objet de définir les conditions dans lesquelles les assurés peuvent bénéficier des actions de secours du fonds d'action sociale ainsi que les modalités de décision de financement d'action de prévention du risque décès.

## Article 1. Objet de l'avenant

Dans sa version signée le 11 avril 2021, le règlement intérieur du fonds d'action sociale prévoit qu'une « allocation obsèques complémentaire en cas de prédécès du conjoint » peut être attribuée. Ainsi, en cas de prédécès d'un concubin ou d'un partenaire de Pacte Civil de Solidarité (PACS) d'un salarié, le secours exceptionnel ne peut pas être versé.

Afin de ne pas exclure les concubins et les partenaires de PACS des salariés du bénéfice de cette allocation éventuellement attribuée par le fonds d'action sociale, il a été proposé, à l'ensemble des membres du Comité Paritaire du fonds, une évolution du règlement intérieur.

Ainsi, le présent avenant au règlement intérieur a pour objet d'étendre le champ des bénéficiaires de l'allocation obsèques complémentaire au concubin et au cosignataire de PACS.

En outre, s'agissant de l'action de secours « aide financière à destination des enfants du salarié décédé », le présent avenant prévoit l'extension du bénéfice de l'aide financière aux enfants du salarié décédé effectuant des études supérieures jusqu'à 26 ans inclus.

Par ailleurs, le présent avenant prévoit de revaloriser le montant du secours exceptionnel à destination des enfants du salarié décédé.

En conséquence, l'« Article 7.2. Les actions de secours exceptionnels » du règlement intérieur du fonds d'action sociale est modifié comme suit :

Les secours exceptionnels qui peuvent être accordés par le Comité Paritaire du fonds d'action sociale sont les suivants :

Nature des secours	Montant du secours (1)		
Allocation obsèques complémentaire en cas de décès du salarié ou en cas de prédécès du conjoint, du concubin, du cosignataire de PACS, d'un enfant à charge	Dans la limite de 2 000 €		
Aide financière à destination des enfants du salarié décédé	<ul> <li>Enfants en bas âge non scolarisés : 600 € par enfant</li> <li>Maternelles, primaires et collégiens : 800 € par enfant</li> <li>Lycéens : 1 400 € par enfant</li> <li>Etudiants jusqu'à 26 ans inclus : 1 600 € par enfant</li> <li>Aide supplémentaire si enfant en situation de</li> </ul>		
	handicap : 1 800 € par enfant		





Aménagement du domicile en cas de perte totale et l'Dans la limite de 2 000 € irréversible d'autonomie du salarié

(1) A titre dérogatoire, en fonction de la situation individuelle, le Comité Paritaire pourra décider d'une prise en charge dépassant ces plafonds. En tout état de cause, le montant des aides ne peut excéder le montant réel de la dépense engagée par l'assuré ou ses ayants droit, déduction faite des sommes octroyées ayant le même objet.

Les dispositions du règlement intérieur du Fonds d'Action Sociale ne sont pas autrement modifiées.

## Article 2. Date d'effet de l'avenant – Formalités de dépôt et de publicité

Le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2022.

Le présent règlement intérieur fera l'objet d'une communication auprès des organisations syndicales représentatives au niveau de l'entreprise.

A Roissy le

**DGA Ressources Humaines Patrice Tizon** 

## Pour la Direction de la société Air France :

Elise Vantroyen – Responsable service protection sociale
Inès Adjal – Juriste protection sociale
Isabelle Larrat – Responsable prévoyance
Pierre Causse – Directeur santé, sécurité et qualité de vie au travail
· ·
Michel Grattieri – Responsable prévention Santé, Sécurité au travail
Marie-Pierre Larroutis – Responsable action sociale



Pour les organisations syndicales représentatives au niveau de l'entreprise :

Alerandu	Rio	Alfred
CFDT		
CFE CGC		
FO		
SNPL France ALPA		
SPAF		
UNSA Aérien		